



Ce projet est cofinancé par l'Union européenne

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DU DANEMARK



EVALUATION EN BREF

LA VOIX DES JEUNES DU SAHEL

DIALOGUE ENTRE JEUNES ET INSTITUTIONS AU SAHEL

PHASE II

CONCLUSIONS DE L'ÉVALUATION FINALE

FÉVRIER 2022

« La voix des jeunes du Sahel » :
un projet ambitieux, des impacts substantiels,
mais un long chemin reste à parcourir.

LE PROJET ET L'ÉVALUATION

OBJECTIF GLOBAL DU PROJET

Intégrer les organisations de jeunesse dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de développement en leur faveur

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Renforcer la présence des organisations de jeunesse dans les processus de dialogue
- Faciliter la continuité du dialogue entre autorités nationales, G5 Sahel, UE et organisations de jeunesse

PAYS



MISE EN ŒUVRE

Septembre 2018 – août 2021

BUDGET

EUR 5 000 000

MISE EN ŒUVRE

Centre pour le dialogue humanitaire

ÉVALUATION

Yassine Hamza ; Adiza Lamien-Ouando ; Pierre Robert (chef d'équipe)

Contexte du projet

Au Sahel, les jeunes ont un grand poids démographique et, en tant que groupe social, la jeunesse présente des opportunités et des défis majeurs. Les fragilités des États de la région, exacerbées par les conflits internes et des attaques venues de l'extérieur, rendent d'autant plus nécessaire le soutien de la communauté internationale. L'approche du projet s'est caractérisée par la facilitation : il ne s'agissait donc pas d'imposer des solutions aux parties concernées mais de contribuer à créer les conditions dans lesquelles les problèmes peuvent être posés en termes clairs et acceptés par les parties prenantes, des solutions peuvent être trouvées et leur mise en œuvre peut être amorcée. Il s'agissait « d'intégrer les organisations de jeunesse dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques » les concernant. Le projet avait donc à la fois une approche « par le haut » (coordination d'associations, liens avec les autorités et la communauté internationale) et « par le bas » (écoute des jeunes, soutien au développement d'associations, liaison avec les structures et entités locales de décision).

La conception du projet a tenu compte de la réalité de la diversité de la jeunesse elle-même, que celle-ci relève du genre, de l'appartenance ethnique, du lieu de résidence nationale/régionale, ou du statut socio-économique. L'approche par les droits humains, ainsi que la pratique de la médiation en contexte de conflit, ont donc joué un rôle notable dans la réponse du projet aux défis qui lui ont été posés. Les objectifs spécifiques et résultats attendus du projet étaient exprimés en termes relativement modérés, reflétant une compréhension du contexte et une approche pragmatique. Dans le même temps ces objectifs étaient ambitieux car ils ne consistaient pas seulement à « contenter » la jeunesse, mais à la placer « en capacité » d'opérer des changements à l'avenir.

Méthodologie de l'évaluation

L'évaluation a suivi une approche conforme aux exigences de l'UE, y compris en matière d'égalité de genre. L'analyse des données a porté sur les données secondaires évaluées dans le cadre de l'étude documentaire ainsi que sur les données primaires recueillies, lors de missions menées dans chacun des pays concernés, à travers des entretiens semi-structurés et des discussions de groupe. L'évaluation a été basée sur une approche participative, en recherchant les points de vue et les perceptions de toutes les parties prenantes. Outre des jeunes bénéficiaires du projet filles et garçons, l'équipe d'évaluation a rencontré des représentantes et représentants d'institutions gouvernementales, d'autorités locales, de la société civile, ainsi que les membres de l'équipe de projet et des membres des Délégations de l'UE dans chacun des pays.



Maman Sambo SIDIKOU

Secrétaire permanent, G5 Sahel ©HD

Résultats de l'évaluation

Le projet était particulièrement **pertinent**, comme en témoignent les nombreux points de convergence entre celui-ci et les politiques nationales concernant la jeunesse et l'influence que le projet a pu exercer dans certains pays sur ces politiques. L'architecture d'ensemble du projet a contribué à sa pertinence du fait de l'usage de méthodologies appropriées dans la sélection des participants, la conception des consultations et débats, les méthodes de compte-rendu et de coordination, et dans l'attention portée aux thématiques de genre et



LA VOIX DES JEUNES DU SAHEL EN CHIFFRES

- 5 pays, 5 régions par pays (sauf limitations pour raisons sécuritaires)
- 1250 jeunes (18-35 ans) participant.e.s (250 dans chacun des cinq pays)
- Environ 1000 organisations formelles ou informelles de jeunes représentées
- Plus de 50 institutions étatiques participantes (ministères chargés de la jeunesse, de l'éducation, de l'emploi, Points Focaux nationaux, autorités locales, etc.)
- Cinq conseils nationaux de la jeunesse mis en place ou réactivés
- Plusieurs dizaines de rencontres nationales, locales et régionales
- Dialogue avec des jeunes de la diaspora sahéenne en Europe
- Forum de discussion en ligne



Landry Hendrix SOMDA

Bénéficiaire du projet la voix des jeunes du Sahel - Burkina Faso ©HD

aux approches inclusives plus généralement. La pertinence du projet a bénéficié de l'attention que lui ont – le plus souvent – portée les autorités nationales et certaines autorités locales, de sorte qu'il a trouvé un écho auprès des décideurs politiques, que l'équipe du projet a souvent su encourager.

On observe toutefois que les politiques nationales n'étaient pas toujours complètes, budgétées ou suivies d'effets ; les relations entre l'équipe du projet et les autorités gouvernementales n'ont pas toujours permis d'adapter le projet à toutes les particularités des contextes nationaux. Si de nombreux efforts ont été faits pour assurer la représentativité des participants – femmes et hommes – l'influence des personnes les mieux éduquées et rompues aux débats publics est restée prédominante.

Le projet a été **effectif**, au sens où – au-delà des activités menées – une grande partie des objectifs et résultats attendus a été atteinte ou est en voie d'être atteinte, malgré l'environnement difficile et la survenue de la pandémie. En effet, les contraintes économiques et sécuritaires en particulier ont joué un rôle prépondérant dans les cinq pays pendant la période du projet, de sorte que l'importance démographique de la jeunesse n'a pu être totalement reflétée en termes de visibilité et de participation à la prise de décision. Les parties prenantes

étaient unanimes sur la qualité de l'expertise mobilisée pour appuyer les jeunes. Toutefois, on note une certaine variabilité d'un pays à l'autre dans les indicateurs de suivi de l'objectif général. Ainsi par exemple, quoique le cadre logique n'a pas expressément prévu des indicateurs de suivi du degré d'inclusion des jeunes dans la prise de décision en **Mauritanie**, on note que les activités de renforcement des compétences ont permis d'amorcer l'inclusion de la jeunesse mauritanienne dans les processus de prise de décision au niveau local et au niveau national. Au **Tchad** la période de mise en œuvre du projet a coïncidé avec l'existence d'une stratégie nationale ; au lieu d'appuyer l'élaboration du plan d'action, le projet a opté pour la vulgarisation de la stratégie. Au **Burkina Faso**, il a contribué à l'élaboration d'une façon participative et inclusive de la stratégie nationale de promotion de l'emploi des jeunes. Au **Niger**, l'apport du projet dans l'inclusion des jeunes dans l'élaboration de la stratégie nationale de l'entrepreneuriat des jeunes a été reconnu par l'ensemble des acteurs rencontrés. L'accent a été mis par les personnes rencontrées sur le fait que c'est la participation des jeunes au processus qui a permis la prise en compte des aspects agricoles. Au **Mali**, le projet a contribué au développement d'une politique nationale concernant la jeunesse, sur les questions d'éducation, de formation, ainsi que sur la consultation des jeunes dans les processus de décision politiques. Toutefois, le projet n'a pas été en mesure d'accompagner les jeunes dans l'élaboration d'un mécanisme de suivi des engagements pris par les administrations lors des rencontres nationales, dont une partie est restée lettre morte.



Discussion formation professionnelle ©HD

Le projet a été efficient au sens où les budgets prévus ont été tenus et où l'équipe du projet était effectivement redevable, de sorte que l'ensemble des rapports prévus a été produit et ont satisfait le bailleur de fonds. L'engagement de l'équipe du projet a été salué par tous et sa transparence a été reconnue. Toutefois, les rapports d'activité restaient descriptifs et ne mettaient pas suffisamment en valeur les réalisations du projet. Au niveau local, on peut regretter que les représentants de l'administration, les jeunes des associations, etc. n'ont pas toujours assuré convenablement la redevabilité à l'égard de leurs propres structures ; de même les jeunes à l'égard de leurs associations et les jeunes envers leurs localités.

Il est possible d'identifier des **éléments d'impact** (effets allant au-delà des résultats prévus) que l'on peut raisonnablement associer au projet, même si d'autres causalités sont à l'œuvre. Ainsi, de nombreux jeunes ont fait état lors d'entrevues de leur meilleure compréhension des enjeux des politiques concernant la jeunesse, et ont mieux appréhendé la valeur du dialogue et du débat en matière de politiques publiques. De même, certains représentants des institutions nationales concernées ont dit avoir mieux pris conscience des attentes et des besoins des jeunes dans leur diversité. Des **mécanismes de dialogue**

dont le projet a jeté les bases semblent être destinés à être soutenus et entretenus par les jeunes et les représentants institutionnels. Plusieurs représentants institutionnels ont noté la prise de conscience de la part des administrations du fait que la coordination interministérielle avait une place prépondérante en matière de politiques concernant la jeunesse.



École partenaire du projet la voix des jeunes du Sahel - Tchad ©HD

On note également que dans plusieurs pays le projet a jeté les bases de cadres de dialogue entre jeunes et autorités locales, et entre jeunes et aînés. Il est clair que le projet a su renforcer la **confiance** des jeunes dans leur propre capacité à contribuer à la prise de décision politique et leur **engagement** envers une telle contribution. Bien entendu, les conditions socio-politiques des pays concernés sont souvent difficiles et contraignantes, mais les évaluateurs ont noté l'optimisme et la volonté de progrès marquée par de nombreux jeunes.

De **bonnes pratiques** existent dans le cadre du projet et sont facilement répliquables au niveau local et national si un travail de documentation et de capitalisation de l'approche est assuré. L'élaboration d'un guide méthodologique s'avère donc nécessaire. Parmi les principales bonnes pratiques à disséminer, on note le soutien à l'action interministérielle à travers le développement de points focaux jeunesse ; le cadre de dialogue avec les autorités locales et le cadre de dialogue avec les aînés.e.s. De manière générale, le projet était clairement **complémentaire** par rapport aux autres interventions de l'UE aux niveaux national et sous-régional. Dans chacun des pays concernés, les Délégations étaient clairement au fait de l'importance de la jeunesse et des enjeux concernant la participation politique, de sorte que la cohérence du projet avec les autres interventions (et avec les stratégies des bailleurs) était claire.



Françoise GOULAGUE

Bénéficiaire du projet la voix des jeunes du Sahel - Tchad @HD



Rencontre régionale, Bamako, juin 2017 ©HD

Conclusion

Le projet a incontestablement contribué au développement d'une politique concernant la jeunesse en général – sur les questions d'éducation, de formation, ainsi que sur la consultation des jeunes dans les processus de décision politiques. Le projet a facilité l'instauration d'un climat de confiance entre les différents acteurs (institutions, ainé (e)s cette confiance n'existait pas auparavant. Il a créé des cadres de dialogues et de concertation, surtout au niveau national. Il a développé une méthodologie de travail valorisant les parties prenantes à travers la mise en place de Points Focaux dans les ministères sectoriels traitant des questions de la jeunesse et intéressant la jeunesse et en assurant la représentativité des jeunes aussi bien en prenant en compte l'équilibre genre et entre les régions. La fréquence et la régularité des rencontres ont permis de consolider les relations de confiance mutuelle.

En ce qui concerne le contexte de la COVID19, le projet a créé des conditions idoines pour une information/sensibilisation des jeunes (des émissions de radios ont été organisées) en invitant les responsables du comité national de riposte pour des présentations suivies de discussions sur la pandémie. La méthodologie d'identification et de sélection des représentant.e.s de la jeunesse a été inclusive. Cependant cette méthodologie n'a pas influencé la mise en œuvre des activités qui, elle, est restée globalisante.



Recommandations

Les recommandations suivantes découlent des conclusions de l'évaluation. Les recommandations tiennent compte du fait, noté lors d'entretiens avec des représentants de l'UE, que le projet est maintenant clos et qu'il ne sera pas suivi d'une troisième phase à l'identique. C'est pourquoi les recommandations sont présentées de manière à être, dans la mesure du possible, conciliables avec d'autres interventions.

- **Intégrer le principe directeur du projet – soutien à la participation des jeunes aux processus de décision politique – au sein d'autres interventions soutenues par l'UE.**

Les intérêts et droits des jeunes peuvent être entendus comme des questions transversales, que l'ensemble des interventions soutenues par l'UE dans la sous-région devraient prioriser.

- **Considérer des éléments de suivi au niveau sous-régional.**

La sous-région est caractérisée par de nombreuses relations sous-régionales, sur des problématiques sécuritaires et bien d'autres. Il est donc recommandé, à l'occasion des différentes rencontres et dans le cadre des mécanismes sous-régionaux de coordination, d'inclure le plus systématiquement possible un suivi de la situation des jeunes de la sous-région.

- **Donner la priorité au soutien à la relation entre jeunes et autorités locales.**

L'évaluation a montré que les jeunes et les autorités locales, lorsqu'elles ont eu l'occasion de débattre, ont jugé ces contacts de manière positive. Il est donc recommandé que l'UE soutienne le développement de la participation des jeunes à la gouvernance locale.

- **Explorer la possibilité de soutenir des formes d'entrepreneuriat social impliquant des jeunes.**

Tandis que le renforcement de la participation aux processus de prise de décision politique est une demande récurrente des jeunes, une demande parallèle concerne l'activité économique où les savoirs acquis par les jeunes peuvent apporter des bénéfices à leur communauté. Le soutien à l'entrepreneuriat social serait une manière de développer les débouchés économiques de l'éducation tout en renforçant, l'implication des jeunes dans la gouvernance locale.

- **Continuer à encourager les Etats à développer et mettre en œuvre des politiques nationales concernant la jeunesse.**

L'évaluation a montré que le développement et la mise en œuvre de politiques nationales sur la jeunesse est susceptible de renforcer la visibilité au niveau gouvernemental des problématiques liées à la jeunesse et d'encourager une approche interministérielle (et inter-institutionnelle). Le développement de telles politiques offre aussi, de fait, un « guichet » ou interface entre les jeunes – s'ils y ont accès directement ou par l'intermédiaire de la société civile – et les services des Etats.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de ARS Progetti s.p.a. et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.